

Compte rendu

Ouvrage recensé :

DAVID, Charles-Philippe et Stéphane ROUSSEL. *Environnement stratégique et modèle de défense, une perspective québécoise*. Montréal, Éditions du Méridien, 1996, 292 p.

par Thierry Gongora

Études internationales, vol. 28, n° 3, 1997, p. 661-662.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/703798ar>

DOI: 10.7202/703798ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

teste les résultats, mais la Cour suprême rejette sa requête. Selon l'auteur, l'élection présidentielle loin d'être un régulateur de la crise, a plutôt débouché sur une nouvelle tension.

Ce livre fort bien articulé permet de mieux comprendre les réalités qui se cachent derrière la crise nigérienne.

Marie-Thérèse KOFFI

Département de sociologie
Université Laval, Québec

**Environnement stratégique et
modèle de défense, une
perspective québécoise.**

DAVID, Charles-Philippe et Stéphane
ROUSSEL. Montréal, Éditions du
Méridien, 1996, 292 p.

Dans le cadre des préparatifs qui ont mené au référendum de 1995, le gouvernement du Parti Québécois avait commandé des études sur les divers aspects de la souveraineté éventuelle du Québec. Le présent ouvrage reprend en partie la réflexion que les auteurs avaient soumise dans le cadre de l'une des études qui portaient sur les options de défense d'un Québec souverain. Cette réflexion s'articule en trois parties : une analyse des aspects sécuritaires du système international dans une perspective québécoise, une analyse comparative des expériences nationales et des orientations en matière de défense pouvant servir de modèles à un Québec souverain et une étude des missions non militaires pouvant être confiées aux forces armées.

Le premier chapitre du livre porte sur les grandes tendances du système international en matière de sécurité. Les auteurs basent leur analyse sur quatre prémisses : 1) bien que les États demeurent les acteurs dominants en matière de formulation de politique de sécurité, il y

a participation croissante de nouveaux acteurs dans le champ de la sécurité ; 2) la dimension militaire de la sécurité demeure importante, mais de nouvelles dimensions non militaires ont élargi le champ des questions de sécurité ; 3) le multilatéralisme, la sécurité coopérative, sont essentiels pour gérer les problèmes de sécurité ; et 4) le développement de mécanismes de gouvernance globale offre la possibilité que dans l'avenir les problèmes de sécurité puissent être gérés par les États de façon de plus en plus harmonieuse. Selon les auteurs, le système international dans sa dimension sécuritaire se caractérise présentement par une période de turbulence où la nature des conflits et les menaces changent tandis que la diffusion des technologies rend plus difficile la gestion des problèmes de sécurité, défi auquel les États tentent de faire face en accroissant leur coopération.

Dans le cadre du chapitre comparatif destiné à présenter les différents modèles de défense, les auteurs passent en revue les politiques de sécurité du Canada, des pays scandinaves et de l'Irlande. Ces pays ont été choisis parce qu'ils partagent des points communs avec un éventuel Québec souverain, notamment d'être des petites ou moyennes puissances ayant des ressources limitées à consacrer à la défense et situées à la périphérie d'une grande puissance. Les auteurs passent aussi en revue les implications de différentes orientations stratégiques allant de la politique d'alliance armée à une politique de neutralité non armée. Finalement, le troisième chapitre du livre présente de façon détaillée les missions non traditionnelles qui peuvent être confiées aux militaires, bien que les auteurs se montrent prudents face à un tel élargissement du mandat des forces armées.

Selon l'opinion même des auteurs, cet ouvrage se veut avant tout didactique et ne comporte aucune recommandation formelle. Les lecteurs qui chercheraient dans ce livre les grandes lignes de la politique de défense d'un éventuel Québec souverain seront déçus et devraient peut-être consulter l'ensemble des études soumises au ministère du Conseil exécutif à l'automne de 1995. Le livre est complété par de nombreuses notes bibliographiques et une très utile bibliographie qui recense la plupart des écrits sur la question de la défense d'un Québec souverain depuis la fin des années 70.

Thierry GONGORA

Chargé de recherche
Institut québécois des hautes
études internationales, Québec

Mines antipersonnel, la guerre en temps de paix.

HANDICAP INTERNATIONAL. Bruxelles,
GRIP/Complexe, 1996, 100p.

Si ce livre réalisé par Handicap International, un organisme militant au cœur de la campagne internationale pour l'interdiction complète des mines antipersonnel, se voulait à la fois un outil pédagogique de sensibilisation et un ouvrage rigoureux, le pari est gagné. En effet, un juste compromis entre les détails techniques et la vulgarisation rend accessible à tous le contenu de cet ouvrage alors qu'une couverture équilibrée des aspects humanitaires, politiques, stratégiques et juridiques de ce problème en assure une présentation exhaustive. Ce souci d'équilibre prévaut même dans le style d'écriture utilisé; le ton est engagé, mais au bon sens du terme, tandis que les recommandations politiques de l'organisme sont présentées sans pour autant prédominer sur le reste du texte.

À titre d'illustration de ce travail rigoureux, notons la présence d'une information scientifique et de données factuelles abondantes. Par exemple, le livre consacre une douzaine de tableaux au recensement systématique des prises de position des États sur la production, l'exportation ou l'usage des mines antipersonnel. Ce portrait sans fard de la réalité est complété par une typologie tout aussi neutre des modèles de mines et des méthodes de déminage ainsi que par une description des traumatismes physiques, psychologiques et socio-économiques causés par les mines terrestres. Plusieurs croquis, dessins techniques et photos illustrent ces sections.

L'engagement politique et la dénonciation des faits se font principalement sentir dans les pages consacrées au droit international et à l'utilité militaire des mines. Dans cette section, le droit international est par exemple qualifié de « prisonnier des intérêts militaires » et « l'hypocrisie » des conventions internationales est décriée. Quant à l'extension du Protocole II de la Convention sur l'interdiction de certaines armes classiques, elle devient une « avancée en trompe-l'œil » vis-à-vis de laquelle la seule solution crédible est l'interdiction pure et simple des mines antipersonnel.

Même si la question de mines terrestres a considérablement progressé depuis la parution du livre, la description des enjeux fondamentaux qu'il contient est toujours valide et celle-ci aide à mieux comprendre l'actualité et à saisir l'importance du « processus d'Ottawa » lancé en octobre 1996. Ce processus qui réunit pour la première fois des États favorables à une interdiction complète devrait conduire à la signature d'un traité international d'ici à la fin de 1997, une idée considérée utopique il y a trois ans à